

[Ukraine, un an après] « Ne pas opposer les nationalités dans l'accueil » (C. Fernandez, réseau VP RI)

News Tank Éducation & Recherche -
Paris - Actualité n°283359 - Publié le 16/03/2023 à 16:57

Imprimé par Xavier Teissedre - abonné #13929 - le 17/03/2023 à 08:48



© Université de Poitiers

« Pourrons-nous encore accueillir des étudiants ukrainiens ? C'est la question que nous nous posons. Nos universités ont pris sur leurs fonds propres. Nous ne pouvons pas constituer un programme d'accueil pour les étudiants d'un pays et opposer les nationalités. Malheureusement, l'actualité géopolitique n'est pas défavorable qu'à l'Ukraine », déclare Christine Fernandez-Maloigne, coordinatrice du réseau des VP (Vice-président(e)) RI (Relations internationales), interrogée par News Tank le 16/03/2023.

Pour celle qui est aussi VP RI de l'Université de Poitiers, l'accueil des étudiants réfugiés ne peut pas non plus s'opposer à la politique d'internationalisation des universités. « Les VP RI des établissements de France Universités n'ont pas vocation à devenir des VP humanitaires. Notre mission est de contribuer à l'internationalisation de nos formations et de nos recherches via de l'accompagnement aux projets de double-diplômes, de collaborations internationales, aux mobilités d'étudiants et de chercheurs ».

Elle précise : « D'un côté, nous disposons d'aides pour les départs d'étudiants français en mobilité internationale, de bourses pour accueillir un étudiant d'une université partenaire et de l'autre côté, le financement d'une année en FLE (Français langue étrangère) pour un étudiant étranger s'élève à 2000€ en moyenne. Ces étudiants réfugiés n'ont pas la capacité de payer cette somme... Et les établissements n'ont pas un budget sans fin. »

Les universités ont pu « réemployer les crédits non utilisés pendant la crise sanitaire et liés aux mobilités entrantes et sortantes pour aider les étudiants réfugiés, demandeurs d'asile ou bénéficiaires de la protection subsidiaire. Mais aujourd'hui, nous ne pouvons pas opposer les mobilités des étudiants "classiques" à l'accueil des étudiants réfugiés. »

La majorité des étudiants ukrainiens ne pourront pas suivre un cursus en français à la rentrée 2023

« Nous constatons que les étudiants ukrainiens se sont bien intégrés dans nos universités. Ces jeunes font preuve d'une résilience incroyable. Ils se projettent en France et montrent l'envie d'y poursuivre leurs études. Ils s'en donnent les moyens, par leur assiduité et leur travail », indique Christine Fernandez-Maloigne.

Cependant, « la majorité des étudiants ukrainiens ne seront pas en mesure d'intégrer des formations à la rentrée de septembre 2023 : ils n'auront pas le niveau B2 nécessaire pour suivre un cursus en français. Même s'ils sont en général doués pour les langues, certains ne parlaient pas un mot de français à leur arrivée ».

Elle indique également qu'un professeur de FLE de Lviv, ville récemment touchée par les bombardements, a été accueilli pour encadrer notamment les étudiants ukrainiens à Poitiers.

« Demain, les universités feront face à des flux réguliers de réfugiés politiques et climatiques »

Pour la coordinatrice du réseau VP RI, « demain, nos universités seront sans doute amenées à faire face de manière régulière à des flux migratoires de réfugiés politiques, mais également climatiques ».

Elle estime qu'« il va falloir trouver de nouvelles façons de travailler. Il faut réfléchir globalement, au sein de l'université et de notre réseau, mais aussi avec les ministères de l'enseignement supérieur et de la recherche, ainsi que celui de l'Europe et des affaires étrangères, à comment en France et en Europe, nous pouvons accompagner ce public particulier, qui demande des coûts et un encadrement particulier, psychologique et culturel. »

Christine Fernandez-Maloigne fait notamment référence au choc culturel d'étudiants et chercheurs de pays plus éloignés. « Nous accueillons des étudiants et des chercheurs afghans dans le cadre du programme Pause (Programme national d'accueil en urgence des scientifiques et des artistes en exil). Certains chercheurs nous témoignent que, même s'ils sont francophones ou francophiles, le choc culturel est important. Pour les aider à s'intégrer dans la cité, il faut aussi accompagner leur famille, leur conjointe notamment. »

Lien avec les étudiants et les chercheurs russes

« Nous ne recevons plus les collègues et les étudiants russes dans le cadre de mobilité encadrée (programmes internationaux et collaborations bilatérales) », indique Christine Fernandez-Maloigne.

« En revanche, nous continuons d'accueillir à titre individuel un chercheur en tant que professeur invité. Nous pouvons accéder à la demande si elle présente un intérêt pour le laboratoire d'accueil. De la même façon, nos établissements continuent d'accueillir des étudiants russes à titre individuel. Sur la plateforme "études en France" qui héberge la majorité des demandes de mobilité non-encadrée, celles des étudiants russes sont un peu plus nombreuses qu'avant, même si cette évolution reste marginale ».

Quant aux étudiants russes en mobilité à l'Université de Poitiers lors du déclenchement du conflit, « ils se sentaient dans un conflit de loyauté, entre les informations obtenues par la presse européenne et celles que leur transmettaient leur famille », témoigne la VP RI.



Christine Fernandez-Maloigne

Co-directrice du laboratoire I3M @ Université de Poitiers/CNRS/Siemens

Vice-présidente relations internationales @ Université de Poitiers

Professeure des universités @ Université de Poitiers

Parcours

Depuis février 2019	Université de Poitiers/CNRS/Siemens Co-directrice du laboratoire I3M
Depuis juin 2016	Université de Poitiers Vice-présidente relations internationales
Depuis 1996	Université de Poitiers Professeure des universités
Depuis janvier 2022	Centre national de la recherche scientifique (CNRS) Directrice adjointe de la fédération de recherche Mires
Depuis mai 2015	Commission Internationale de l'Éclairage Secrétaire de la division sur la technologie de l'image
Depuis octobre 2010	Journal of the Optical Society of America Rédactrice en chef adjointe
Janvier 2014 - décembre 2021	Centre national de la recherche scientifique (CNRS) Directrice de la fédération de recherche Mires
Mai 2013 - juillet 2016	Université de Poitiers/CNRS Directrice adjointe du laboratoire XLim
Janvier 2008 - mai 2013	Centre national de la recherche scientifique (CNRS) Directrice de département au sein du laboratoire XLim
Novembre 2005 - décembre 2011	Université de Poitiers/Université de La Rochelle Directrice du groupe de recherche régional Prides

-

Établissement & diplôme

1986 - 1989	UTC (Université de technologie de Compiègne) Doctorat
1982 - 1986	UTC (Université de technologie de Compiègne) Diplôme d'ingénieur



France Universités

Association qui réunit une centaine de membres votant (présidents d'université, directeurs d'écoles normales supérieures, d'INP, d'INSA, administrateurs généraux) et des membres associés.

Elle s'appuie sur l'Amue (Agence de mutualisation des universités et établissements) qui contribue à l'élaboration d'une offre logicielle et à la formation des personnels de l'enseignement supérieur.

Catégorie : Groupement professionnel

Général

Date de création	1971
Statut	Association loi 1901 reconnue d'utilité publique
Missions et objectifs	<ul style="list-style-type: none">• Force de proposition et de négociation auprès des pouvoirs publics, des différents réseaux de l'enseignement supérieur et de la recherche, des partenaires économiques et sociaux et des institutions nationales et internationales.• Soutien aux présidents dans leurs nouvelles missions.• Promotion de l'Université française et de ses valeurs en France et à l'étranger.
Membres	Une centaine de membres votants (présidents d'université, directeurs d'écoles normales supérieures, d'INP, d'INSA, administrateurs généraux) et des membres associés.
Présidence	Bureau élu en décembre 2022 composé de : Président : Guillaume Gellé Vice-présidents : <ul style="list-style-type: none">• Dean Lewis• Virginie Dupont

Chiffres clés

Personnels	<ul style="list-style-type: none">• Une équipe permanente : 27 personnes.• Des conseillers et consultants : 7 personnes.
------------	---